

INVITATION A-SOUMISSIONNER (RFP)

(Biens et services de faible valeur)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)- OUAGADOUGOU	DATE : 24 juin 2021 REFERENCE : RFP 009– RECRUTEMENT D’UN CABINET POUR LA RÉALISATION D’UNE ÉTUDE SUR LA SENSIBILITÉ AU GENRE DE LA GESTION DES AFFAIRES LOCALES ET DES NORMES SOCIALES DANS LES COMMUNES CIBLES DU PROJET “PARTICIPATION CITOYENNE ET COHÉSION SOCIALE” - PACOS
--	---

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre de **réalisation d’une étude sur la sensibilité au genre de la gestion des affaires locales et des normes sociales dans les communes cibles du projet “Participation Citoyenne et Cohésion Sociale” - PaCoS**

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l’annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les soumissions peuvent être déposées jusqu’au **15 juillet 2021 à 16H30 GMT** par messagerie électronique à l’adresse suivante : offres.burkina@undp.org;

Les propositions adressées au Operations Manager, doivent être envoyées par courriel sous format PDF à l’adresse suivante : offres.burkina@undp.org; **au plus tard le 15 juillet 2021 à seize heure (16h00) GMT avec la mention « Recrutement d’un cabinet pour la réalisation d’une étude de la sensibilité au genre de la gestion des affaires locales et des normes sociales dans les collectivités territoriales des régions des Hauts Bassins, des Cascades et du Sud-Ouest.** Les offres parvenues hors délai ne sont pas recevables.

Les éventuelles demandes d’informations complémentaires peuvent être soumises à l’adresse e-mail suivante : procurement.bf@undp.org;

Les dossiers dont la remise tardive sera liée aux problèmes informatiques rencontrés par le soumissionnaire ne seront pas considérés. Les soumissionnaires sont appelés à prendre leurs dispositions pour assurer une remise dans les délais. Pour rappel, le deadline de soumission indique l’heure maximale considérée de remise des offres, cependant les soumissionnaires peuvent remettre leurs offres bien avant celle-ci. Les propositions devront être exemptes de virus ou contenu corrompu, à défaut de quoi elles seront rejetées.

Votre soumission doit être rédigée en **français** et assortie d’une durée de validité minimum de **120 jours**.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu’elle parviendra à l’adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre soumission par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu’elle est signée, en format .pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus. Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l’exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l’ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

Cordialement,

Léon Badibanga

Operations Manager

AS7

Annexe 1

Description des exigences

<p>Contexte</p>	<p>Au Burkina Faso, malgré les efforts fournis pour déployer des politiques, des voies et des moyens pour améliorer la participation politique, économique, sociale et culturelle des femmes et des personnes vulnérables au processus de développement du pays, l'indice de Développement de Genre est de 0.875. Ce qui montre qu'au Burkina Faso, les femmes n'ont pas bénéficié des progrès du pays dans la même mesure que les hommes et l'Indice d'Inégalité de Genre de 0.612 place le pays au 147ème rang sur 162.</p> <p>Dans le secteur de l'agriculture, secteur important de l'économie du pays, 83 % des femmes y travaillent et par leur production assurent 75 % de la consommation alimentaire des ménages. Cependant, elles font face à de nombreux obstacles parmi lesquels un accès limité à la terre et aux ressources productives, le faible niveau de qualification des femmes, leur faible capacité financière et le faible soutien de la part de l'État.</p> <p>Dans les collectivités locales, les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables, y compris les personnes déplacées internes et les personnes vivant avec un handicap ont un faible accès à des services publics de qualité notamment en matière de santé, d'éducation, d'eau et assainissement, d'état civil, etc. Cet état de fait est dû à l'insuffisance d'une stratégie adéquate d'implication du genre à tous les niveaux d'élaboration des plans de développement des collectivités locales.</p> <p>Sur le plan politique, la participation des femmes en termes de représentation aux postes électifs et nominatifs demeure faible. Les femmes et les jeunes représentent seulement 11% des membres des conseils municipaux de la région du Sud-Ouest, respectivement 9% et 6% dans la région des Haut-Bassins, 8% et 5% dans la région des cascades. Les facteurs qui freinent l'engagement politique des femmes sont d'ordre socioculturel, politique et économique, dont le statut socioculturel des femmes, la culture parlementaire et les pratiques des partis politiques, l'analphabétisme et la pauvreté et les normes sociales discriminant les femmes entravent l'application des textes législatifs.</p> <p>Sur le plan sécuritaire, la participation des femmes aux instances formelles de consolidation de la paix, aux instances de prise de décision sur la sécurité, jusqu'à présent traditionnellement masculines, reste faible du fait des stéréotypes, ce qui les expose davantage à l'insécurité et ne permet pas aussi à leur communauté de bénéficier de leur apport potentiel dans la recherche des réponses adaptées.</p> <p>La faible implication des femmes et des groupes vulnérables dans les instances de planification et de décision des collectivités territoriales limite</p>
------------------------	--

	<p>leur influence et la prise en compte de leurs besoins et intérêts stratégiques dans la planification locale et la mise en œuvre des référentiels de la décentralisation et du développement au niveau local.</p> <p>C'est pour relever ces défis que le projet PaCoS conjointement développé par le PNUD et l'UNHCR prévoit d'accompagner les OSC de femmes et de jeunes dans le suivi et l'évaluation des politiques publiques d'une part et d'assister les collectivités territoriales à répondre de manière inclusive aux besoins de leur population d'autre part.</p>
Partenaire de réalisation du PNUD	
Brève description des services requis ¹	<p>RFP 009/2021-PNUD RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE SUR LA SENSIBILITÉ AU GENRE DE LA GESTION DES AFFAIRES LOCALES ET DES NORMES SOCIALES DANS LES COMMUNES CIBLES DU PROJET "PARTICIPATION CITOYENNE ET COHÉSION SOCIALE" - PACOS</p>
Liste et description des prestations attendues	<p>L'objectif général de l'étude est d'améliorer la prise en compte des femmes, des jeunes, des PDI et des groupes vulnérables dans la gestion des affaires locales des collectivités territoriales cibles du projet PaCoS en évaluant la sensibilité au genre des actions, procédures, mesures et pratiques des collectivités territoriales et des normes sociales au sein de leur population.</p> <p>Objectifs spécifiques</p> <p>Les objectifs spécifiques de l'étude sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Examiner le degré de prise en compte du genre dans les procédures, pratiques, mesures et les actions des collectivités territoriales dans la gestion des affaires locales ; ii. Identifier et analyser les barrières sociales et institutionnelles limitant l'applicabilité des dispositions des référentiels de développement (PNDES) et de la Décentralisation favorables à la prise en compte du genre ; iii. Identifier et analyser les normes sociales favorables et/ou constituant des goulots d'étranglement aux efforts d'intégration du genre dans la gestion des affaires locales ; iv. Identifier et évaluer les initiatives des femmes et des jeunes pour influencer en faveur de l'intégration du genre dans les plans communaux de développement, les normes sociales, les mesures sécuritaires et les mécanismes de prévention et de gestion des conflits ; v. Formuler des recommandations pour améliorer l'engagement civique des femmes, des jeunes et personnes vulnérables d'une part et, les procédures, mesures et pratiques des collectivités territoriales et des normes sociales en faveur d'une plus grande intégration du genre dans la gestion des affaires locales d'autre part.

¹ Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

ASG

Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Le cabinet travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du PNUD du Bureau intégré de Bobo Dioulasso et rendra régulièrement compte du niveau de réalisation de l'activité. Le suivi des travaux se fera par une équipe qui sera désignée à cet effet.		
Fréquence des rapports	<p>Le consultant/cabinet fournira les rapports suivants au PNUD et au HCR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un rapport de démarrage 2 jours après la rencontre de cadrage contenant le compte rendu de la rencontre de cadrage, la méthodologie révisée, les outils de collecte, le chronogramme détaillé et le plan du rapport de l'étude • Un rapport préliminaire une semaine après la collecte des données ; ce rapport présentera les principaux résultats et les recommandations provisoires et servira de support pour les ateliers de restitution dans les trois (3) régions. • Un rapport global provisoire, trois (3) jours après les ateliers de restitution de restitution qui intégrera les contributions et amendements des acteurs concernés. • Le rapport définitif devra être soumis trois jours après la réception des amendements du PNUD et du HCR. 		
Exigences en matière de rapport d'avancement	Calendrier de soumission de rapports d'étapes à élaborer une fois le cabinet identifié avec le point focal		
Lieu des prestations	L'étude couvrira les régions des Cascades, des Haut-Bassins et du Sud-Ouest dans un échantillon de communes à sélectionner sur la base des spécificités des pratiques et normes sociales des différentes localités cibles.		
Durée prévue des prestations	L'étude va se dérouler sur la période du 15 juillet au 15 septembre 2021. Précisément, une semaine (soit six jours) pour la conception des outils de collecte des données, la rencontre de cadrage et la formation de l'équipe, trois semaines (18 jours) pour la collecte des données, trois semaines (18 jours) pour l'analyse des données, le rapport provisoire et la restitution des résultats et trois (3) jours pour la production du rapport final. Soit au total quarante-cinq (45) jours de travail effectif.		
Date de commencement prévue	Cinq (05) jours après la signature du contrat		
Date-limite d'achèvement	31 octobre 2021		
Déplacements prévus	Destinations	Durée prévue	Brève description de l'objet du déplacement

Aey

	<p>Bobo Dioulasso, Houndé, Orodara et communes rurales cibles</p> <p>Banfora, Niangoloko, Sindou et communes rurales cibles</p> <p>Gaoua, Diébougou et communes rurales cibles</p>	24 jours	<p>Collecte des données de l'étude</p> <p>Restitution des résultats de l'étude</p>
Exigences particulières en matière de sécurité			
Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert)	<i>Documentation si nécessaire/requise</i>		
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	<p>✓ Requis</p> <p>✓ A fournir par le prestataire dans la soumission ou après signature du contrat en consultation avec le Programme Sahel PNUD/Dakar</p>		
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	✓ Requis		
Devise de la soumission	✓ Devise locale (CFA)		
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ²	✓ Doit exclure la TVA et autres impôts indirects applicables		
Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions)	<p>✓ 120 jours</p> <p>Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission.</p>		
	✓ Interdites		

² L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

Alay

Soumissions partielles				
Conditions de paiement ³	Prestations	Pourcentage	Calendrier	Condition de versement du paiement
	Dépôt du rapport de démarrage	20% + frais de mission et administratifs	Après certification du rapport de démarrage	Sous trente (30) jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées : a) l'acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur simple réception) ; et b) la réception de la facture du prestataire de services.
	Dépôt du rapport provisoire	40%	Après certification du rapport provisoire	
	Dépôt rapport final	40%	Après certification du rapport final	
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Point Focal: Emilienne Sanon – Experte cohésion sociale BI Bobo			
Type de contrat devant être signé	✓ Contrat de services professionnels (cabinet d'expertise en la matière)			
Critère d'attribution du contrat	✓ l'offre ayant obtenu la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30 ✓ Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.			
Critère d'évaluation de la soumission	<ul style="list-style-type: none"> L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera ouverte que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques. 			

³ Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au prestataire de services.

ARZ

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des propositions techniques		Note Maximum
Qualification et expériences Consultant Principal		
BAC+5 (Masters) en études de genre et développement, gouvernance locale, genre et consolidation de la paix femmes, de conflits, sciences sociales ou un autre domaine pertinent		20
1.	BAC+5 (Masters) en études de genre et développement, gouvernance locale, genre et consolidation de la paix femmes, de conflits, sciences sociales ou un autre domaine pertinent	10
2.	Minimum 5 ans d'expérience en analyse genre, de travail dans l'intégration du genre dans les programmes/projets de développement, de cohésion sociale et la gouvernance de la sécurité	10
Références de consultations similaires		40
1	Référence de consultance dans les domaines de l'analyse genre, de l'intégration du genre, de la gouvernance locale, de femmes, jeunes, paix et sécurité n°1	10
2	Référence de consultance dans les domaines de l'analyse genre, de l'intégration du genre, de la gouvernance locale, de femmes, jeunes, paix et sécurité n°2	10
3	Référence de consultance dans les domaines de l'analyse genre, de l'intégration du genre, de la gouvernance locale, de femmes, jeunes, paix et sécurité n°3	10
4	Expérience spécifique dans les domaines de l'analyse genre, de l'intégration du genre, de la gouvernance locale, de femmes, jeunes, paix et sécurité avec le PNUD	05
5	Expérience spécifique dans les domaines de l'analyse genre, de l'intégration du genre, de la gouvernance locale, de femmes, jeunes, paix et sécurité avec d'autres agences des Nations Unies	05
Compréhension des termes de référence et méthodologie		40
4.	Compréhension des TdR	15
5	Pertinence de la méthodologie	20
6	Chronogramme d'exécution de la mission	05
Total		100

Ally

	<p>La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (Termes de Référence).</p> <ul style="list-style-type: none"> • A la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation technique seront comparées. Le contrat sera adjugé à la structure proposant l'offre la mieux disant (l'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30).
Le PNUD attribuera le contrat à :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un seul et unique prestataire de services qui doit être un cabinet de prestation de service
Annexes de la présente RFP ⁴	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) ✓ Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3)⁵ ✓ TOR détaillés
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ⁶	<p>procurement.bf@undp.org;</p> <p>Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.</p>
Autres informations	<p>La qualité du travail et le respect des délais de remise des rapports sont d'une importance capitale.</p>

⁴ Si les Informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

⁵ Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

⁶ La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

Key

Annexe 2

FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES⁷

(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services⁸)

[insérez le lieu et la date]

A : [insérez le nom et l'adresse du Coordonateur du PNUD]

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP en date du [précisez la date] et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

A. Qualifications du prestataire de services

Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :

- a) Profil – décrivant la nature de l'activité, le domaine d'expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences commerciales – documents d'immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
- c) Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultats et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l'objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
- e) Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
- f) Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.*

B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services

⁷ Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

⁸ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles, des conditions d'information et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.

C. Qualifications du personnel clé

Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :

- a) les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d'équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;*
- b) des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et*
- c) la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.*

Annexe 3

TABLEAU DES COUTS

Il est demandé à chaque cabinet soumissionnaire de présenter son enveloppe financière sur la base d'une estimation de temps requis pour faire l'audit d'un projet et les catégories et nombre de personnels qui seront mobilisés pour la mission d'audit.

Le Cabinet soumissionnaire présentera son budget horaire conformément au tableau ci-dessous :

Budget horaire par catégorie de personnel et par montant des dépenses de l'offre globale.

N°	Désignation	Unité	Prix Unitaires	Montants
	Consultant Principale	Homme/mois		
	Consultant 1	Homme/mois		
	Consultant 2	Homme/mois		
	Equipements/Matériels	Forfait		
	Edition de rapports et frais divers pour l'exécution de la mission	Forfait		
	Montant Total			

[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire de services]

[Fonctions]

[Date]

Acc